

Quel est le bilan des réformes pédagogiques de J.-M. Blanquer, perturbées par le Covid ?

Luce Burnod, Erwin Canard, Cyril Duchamp

17-21 minutes

Enseignement des fondamentaux dans le premier degré, réforme du baccalauréat, réorganisation de la voie professionnelle... Au cours de ses cinq années passées au ministère de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer a conduit plusieurs chantiers en matière de pédagogie. Au terme de l'exercice des fonctions du ministre rue de Grenelle, AEF info dresse un bilan des réformes pédagogiques engagées depuis 2017. Le dédoublement des classes en éducation prioritaire et la réforme du lycée restent les mesures phares du quinquennat. Engagée parallèlement à celle de la voie générale et technologique, la réforme de la voie professionnelle n'a pas réussi à revaloriser son image auprès des élèves dont le nombre poursuit son déclin. La mise en œuvre de ces deux réformes, engagée à la rentrée 2019, a toutefois été singulièrement perturbée par la crise sanitaire.



Enseignement des fondamentaux et réforme des lycées ont été les

deux axes centraux des réformes pédagogique de J.-M. Blanquer.
Flickr - © Académie de Toulouse

À son arrivée au ministère de l'Éducation nationale, en mai 2017, Jean-Michel Blanquer revient sur plusieurs mesures phares du précédent quinquennat ([lire sur AEF info](#)). Ancien Dgescop lors de la présidence de Nicolas Sarkozy, le ministre permet très rapidement aux communes de revenir aux 4 jours de classes par semaine, mettant un terme à la réforme des rythmes scolaires.

Le dédoublement en Grande section Maternelle à parachever

Il engage, dès la rentrée 2017, le dédoublement des classes de CP puis CE1 en REP et REP+, promis par Emmanuel Macron ([lire sur AEF info](#)). La mesure est étendue aux classes de grande section de maternelle, dont 45 % restent à dédoubler. Selon la Depp, le dédoublement, dont les effets sont "surtout visibles en CP" et liés "intrinsèquement" à la réduction des effectifs, ne s'est pas fait "au détriment des autres niveaux" ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)). Pour le chercheur Jean-Yves Rochex, l'effet du dédoublement sur les apprentissages en français et mathématiques est "peu probant au regard des moyens qu'on y a mis" tandis que les progrès des élèves "ne sont pas toujours durables" ([lire sur AEF info](#)).

Cette mesure n'est plus contestée, aucun des candidats n'a d'ailleurs proposé d'y revenir.

Mathématiques : mobilisation pour leur enseignement du CP à la terminale

Parallèlement, Jean-Michel Blanquer s'attache aux enseignements dispensés dans le 1er degré : "100 % des élèves doivent maîtriser les enseignements fondamentaux à la sortie de l'école primaire (lire, écrire, compter et respecter autrui)". En ce sens, il publie en avril 2018 quatre "recommandations" apportant aux enseignants "un cadre général sur l'enseignement des fondamentaux" (la lecture, la grammaire et le calcul ([lire sur AEF info](#))), mais ces guides ne sont pas toujours bien reçus par les organisations syndicales enseignantes qui y voient une atteinte à leur liberté pédagogique. Signe de l'importance accordée au premier degré, la circulaire de rentrée 2019 concerne exclusivement ce niveau ([lire sur AEF info](#)).

Aussi, dans la foulée du rapport Torossian-Villani, il élabore un

"plan pour l'enseignement des mathématiques". Il repose notamment sur la formation entre pairs des enseignants du 1er degré ou encore la création de laboratoires de mathématiques dans les établissements (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)). S'il est trop tôt pour apprécier les effets de ces mesures, les résultats du dispositif Cedre et Timss 2019, publiés fin 2020, ont attiré l'attention sur le niveau des élèves français dans la discipline ([lire sur AEF info](#)). Par ailleurs, l'enseignement des mathématiques devrait être renforcé pour les élèves de 1er et terminale du lycée général après que la réforme du baccalauréat a amoindri, pour nombre d'entre eux, la place de la discipline dans les programmes ([lire sur AEF info](#)).

Instruction obligatoire à 3 ans : un effet limité

Dès la rentrée 2017, le ministre instaure des "évaluations diagnostiques" pour les élèves de CP et de 6e ([lire sur AEF info](#)). "L'évaluation de début d'année est un levier de progression des élèves", justifie Jean-Michel Blanquer qui souhaite, plus largement, apporter à l'Éducation nationale "une culture de l'évaluation constructive". Le dispositif, critiqué par des syndicats lors de sa mise en place, est complété par l'évaluation à mi-année des élèves de CP et étendu aux élèves de CE1 et de 2nde ([lire sur AEF info](#)).

La loi pour une École de la confiance, adoptée en 2019, abaisse à 3 ans l'âge de l'instruction obligatoire ([lire sur AEF info](#)), mesure jugée "symbolique" par les sénateurs qui soulignent les "effets limités" ([lire sur AEF info](#)). L'instauration de cette nouvelle obligation conduit le ministre à confier au CSP "une réflexion" sur "les programmes de la maternelle" dont il résultera une note, fin 2020, vivement critiquée (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)). Le projet sera finalement revu ([lire sur AEF info](#)).

Le principe de la "scolarisation obligatoire" est également établi au cours du quinquennat, par la loi confortant les principes de la République ([lire sur AEF info](#)). L'encadrement strict de l'instruction en famille auquel le texte avait vocation à établir s'est trouvé nettement assoupli au terme de l'examen parlementaire ([lire sur AEF info](#)). L'élaboration du projet de loi et les débats qu'il a générés ont été marqués par l'assassinat de Samuel Paty, intervenu quelques jours après qu'Emmanuel Macron a esquissé les grandes lignes du texte (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#))

Des choix controversés

Au cours de ses cinq ans rue de Grenelle, Jean-Michel Blanquer a nommé deux présidents du Conseil supérieur des programmes (CSP) : Souâd Ayada, en novembre 2017 à la suite de la démission de Michel Lussault, et Mark Sherringham, en février 2022. Des personnalités dont la nomination a suscité de vives critiques.

Le choix d'une inspectrice générale a soulevé des inquiétudes sur l'indépendance du CSP et ses prises des positions ont pu être jugées conservatrices, entraînant, en 2018, la démission d'une quinzaine de membres de l'instance ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)).

Le choix du second est "irresponsable et inacceptable" au regard de ses propos qui "nient la rupture républicaine et laïque" au fondement de l'école publique, estiment la FSU et le SE-Unsa ([lire sur AEF info](#)). Des vues auxquelles l'intéressé n'a pas manqué de répondre, exposant sa perception du rôle du CSP ([lire sur AEF info](#)).

Au-delà des sphères scolaires, Jean-Michel Blanquer a lancé, en octobre dernier, "Le Laboratoire de la République", think tank destiné à défendre "l'humanisme et l'universalisme" face au "wokisme" ([lire sur AEF info](#)). En début d'année, alors que les indicateurs relatifs à l'épidémie de Covid-19 repartaient à la hausse dans les écoles, collèges et lycées, Jean-Michel Blanquer a inauguré le [colloque](#) "Après la déconstruction : reconstruire les sciences et à la culture", organisé par l'Observatoire du décolonialisme les 7 et 8 janvier 2022 à l'université de la Sorbonne.

devoirs faits : seule action spécifique au collège

Si le collège n'a pas particulièrement fait l'objet de réforme lors du quinquennat ([lire sur AEF info](#)), il est toutefois à noter l'introduction d'un enseignement facultatif de chant choral de 2 heures ([lire sur AEF info](#)) mais surtout la création du dispositif "devoirs faits", conçu comme le "service public de l'aide aux devoirs" ([lire sur AEF info](#)). D'après le MEN, 1 collégien sur 3 (1 collégien sur 2 en éducation prioritaire) en bénéficie et 62 % des heures du dispositif sont assurées par un professeur.

Dans le contexte de la crise sanitaire, Nathalie Élimas l'a décliné sous forme numérique ([lire sur AEF info](#)). La mise en œuvre du dispositif "semble avoir des 'effets colibri' qui sont perçus par les élèves et par les intervenants comme plutôt positifs voire très positifs", selon une étude qualitative publiée en septembre 2021

([lire sur AEF info](#)). Par ailleurs, plusieurs dispositifs ont été élaborés en faveur des stages pour les collégiens de 3e (site internet, conventions avec des entreprises ou des administrations...).

La mise en œuvre de la réforme du bac GT percutée par le covid Début 2018, le MENJS annonce sa réforme du lycée et du baccalauréat qui devait entrer pleinement en vigueur en 2021 ([lire sur AEF info](#)). La première prévoit principalement le remplacement des séries de la voie générale par des spécialités (3 en première, 2 en terminale) et des dispositifs devant favoriser l'orientation. La seconde met en place 5 épreuves terminales (l'épreuve anticipée de français, deux épreuves de spécialité, la philosophie et le grand oral) et, initialement, des épreuves communes de contrôle continu (E3C). Celles-ci, perturbées par des mobilisations lycéennes et enseignantes pour leur première session, fin 2019 ([lire sur AEF info](#)), ont vu leur deuxième session annulée en raison du Covid.

Les trouvant trop complexes à organiser, le ministère décide de les remplacer par des évaluations communes ([lire sur AEF info](#)) qui, finalement, ne verront jamais le jour. Le système d'épreuves de contrôle continu est supprimé en 2021 pour prendre en compte uniquement le contrôle continu ([lire sur AEF info](#)).

Le Covid a largement perturbé la mise en application de la réforme puisque des épreuves ont dû être annulées lors des sessions 2020, 2021 et 2022 du baccalauréat. En 2020, le taux de réussite au bac a atteint un niveau record de 95 % ([lire sur AEF info](#)).



Le lycée du Chablais (Auvergne-Rhône-Alpes)

| Michel Pérès / région Aura

La réforme du lycée et du bac a suscité de nombreuses oppositions chez les personnels, qui protestent notamment contre la suppression d'épreuves terminales nationales anonymes et le poids plus important du contrôle continu. En mars 2018, une première grève contre la réforme voit le jour ([lire sur AEF info](#)). En décembre 2019 débute une forte mobilisation lycéenne qui s'étalera sur plusieurs semaines ([lire sur AEF info](#)), à laquelle s'ajoutent parfois les personnels. En juin de la même année, un mouvement rare prend forme : une grève de surveillance des épreuves du baccalauréat ([lire sur AEF info](#)).

Selon le rapport de la mission d'analyse des vœux et affectations dans l'enseignement supérieur des bacheliers conduite par l'IGÉSR de janvier 2022 ([lire sur AEF info](#)), les élèves "semblent bien s'être appropriés" le nouvel outil d'accès à l'enseignement supérieur Parcoursup et la réforme du bac mais les formations de l'enseignement supérieur en ont, en revanche, "un degré inégal d'appropriation".

Réforme de la voie professionnelle : Des objectifs encore à atteindre

Le lycée professionnel a lui aussi été réformé au cours du quinquennat. Ainsi, à l'issue d'une période de consultations menées dans le cadre d'une mission confiée à la députée Céline Calvez (LREM, Hauts-de-Seine) et au chef cuisinier Régis Marcon, le MEN présente en mai 2018 une réforme de la voie professionnelle. L'objectif du ministère : valoriser et transformer l'image du lycée professionnel.

Mise en œuvre à compter de la rentrée 2019, la réforme repose sur le développement de l'apprentissage dans les lycées professionnels, de nouveaux campus des métiers, des classes de seconde par famille de métiers, des modules de co-intervention (entre enseignements généraux et disciplines professionnelles), la réalisation d'un chef-d'œuvre sur deux ans, des modules différenciés en terminale.

Sa mise en œuvre est suivie par un groupe de travail dont l'une des suggestions porte sur l'instauration d'un "atelier de philosophie" ([lire sur AEF info](#)). Elle a, par ailleurs, été perturbée par la crise sanitaire, notamment au regard des PFMP et de la tenue des examens ([lire sur AEF info](#)).

Sur le terrain, la réforme est diversement appréciée : à Lille, par exemple, le rectorat estime que la réforme va effectivement permettre de "renforcer l'attractivité de la voie professionnelle" tandis que les enseignants "n'en peuvent plus", selon un représentant du Snetaa-FO ([lire sur AEF info](#)). Elle n'a, par ailleurs, pas suffi à enrayer la baisse des effectifs : le nombre de lycéens professionnels est passé de 665 200, à la [rentrée 2017](#), à 651 000 en 2021, selon les [chiffres](#) du MEN. Aussi, Emmanuel Macron, candidat à sa réélection, promet de nouvelles mesures dans la continuité de celles engagées depuis la rentrée 2019 ([lire sur AEF info](#)).

Par ailleurs, le MEN a engagé plusieurs actions pour promouvoir la voie professionnelle, comme l'élaboration d'une université "école entreprise" ([lire sur AEF info](#)), l'organisation d'une "semaine nationale des lycées professionnels" ([lire sur AEF info](#)).

Aussi, depuis la rentrée 2020, en vertu de la loi "Pour une école de la confiance", les jeunes âgés de 16 à 18 ans sont concernés par une obligation de formation ([lire sur AEF info](#)). La mise en œuvre de cette obligation entre notamment dans le cadre du plan "1 jeune, 1 solution", décliné également en termes de mentorat ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)). Si des efforts d'ingénierie ont été consentis de la part des différents acteurs en charge de la mise en place de cette obligation, le COJ estime, dans un rapport de novembre 2021, qu'il "reste encore beaucoup à faire si l'on souhaite atteindre l'ambition initiale du président de la République, à savoir 'permettre à des jeunes d'atteindre une qualification'" ([lire sur AEF info](#)).

L'enseignement des langues intensifié

Anciennes, vivantes ou régionales, les langues et leur enseignement ont fait l'objet de plusieurs actions au cours du quinquennat, à commencer par la décision prise par Jean-Michel Blanquer, à son arrivée au ministère, de rétablir au collège les parcours bilangues et européens ([lire sur AEF info](#)). Selon le ministère, le nombre d'élèves scolarisés en classe bilangues dès la 6e est passé de 113 200 en 2017 à 123 364 en 2020. Le ministre a lancé l'expérimentation d'un enseignement de français et culture antique en 6e ([lire sur AEF info](#)), ouvert l'enseignement de LCA aux lycéens technologiques et créé, avec un accès dès la classe de 5e, le nouveau parcours Mare Nostrum pensé pour lier les différentes

langues entre elles ([lire sur AEF info](#)). Aussi, depuis 2017, un enseignement peut, à chaque niveau, être dispensé dans une langue vivante étrangère, dans la limite de la moitié du volume horaire de l'enseignement concerné.

À la suite d'une décision du Conseil constitutionnel relative à l'enseignement immersif et d'un rapport de l'IGÉSR, le cadre applicable à l'enseignement des langues vivantes et régionales est détaillé par une circulaire, fin 2021 ([lire sur AEF info](#)). Par ailleurs, le ministre a installé, début 2022, un conseil supérieur des langues ([lire sur AEF info](#)).

L'effet de la crise sanitaire sur le numérique

La crise sanitaire aura soumis le numérique éducatif à rude épreuve. La "continuité éducative" voulue par Jean-Michel Blanquer durant la pandémie a été mise à mal par les déboires techniques subis, aussi bien par les ENT que par le service du Cned "Ma classe à la maison" ([lire sur AEF info](#)). Par ailleurs, la crise a montré l'inégalité des familles face au numérique, en termes d'équipement mais aussi de compétences. Pour encourager une "culture numérique" partagée, le MENJS souhaite



renforcer à la fois la formation des enseignants avec notamment le programme e-Inspé porté par Canopé ([lire sur AEF info](#)), et plus largement celle des élèves et leurs parents avec Pix. Ce dispositif de certification des compétences numériques doit être progressivement étendu à partir de la rentrée 2022 ([lire sur AEF info](#)). De plus, après un Capes informatique créé en 2020 ([lire sur AEF info](#)), une agrégation voit le jour en 2021 ([lire sur AEF info](#)).

Dans le cadre de la lutte contre le harcèlement, le ministère a élaboré le programme Phare, expérimenté pendant 2 ans dans 6

académies puis généralisé à compter de la rentrée 2021 ([lire sur AEF info](#)). Tandis que la loi pour une école de la confiance consacre le droit à une scolarité sans harcèlement - consacré depuis par la justice ([lire sur AEF info](#)), un texte d'origine parlementaire créé un délit spécifique de harcèlement scolaire ([lire sur AEF info](#)). Députés et sénateurs se sont opposés sur la pertinence de ce nouveau délit ; "cela ne résout pas l'essentiel qui est d'essayer de le prévenir" estime Claire Garandeau, chercheuse en psychologie ([lire sur AEF info](#)).

La dimension cyber du harcèlement est particulièrement apparue à la faveur de la crise sanitaire, conduisant les pouvoirs publics à engager un travail avec les réseaux sociaux et plateformes en ligne pour lutter contre le cyberharcèlement ([lire sur AEF info](#)).

Estimant, à son arrivée au ministère, qu'il y avait "dans un certain nombre d'établissements et écoles des atteintes au principe de laïcité", Jean-Michel Blanquer a instauré la publication régulière du décompte de ces atteintes ([lire sur AEF info](#)). Ce dispositif s'appuie sur la création du Conseil des sages de la laïcité, que Dominique Schnapper préside depuis lors ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)). L'analyse du nombre d'atteintes remontées est, pour l'heure, incertaine en raison de la nouveauté du dispositif, du fonctionnement perturbé des établissements à partir de mars 2020 et l'assassinat, en octobre 2020, de Samuel Paty, qui a suscité une attention particulière sur le sujet de la laïcité.

Sport, culture, Lecture : d'autres chantiers impulsés depuis 2017

Au cours du quinquennat, le ministère a également lancé plusieurs actions en faveur de :

- la pratique de la lecture, avec notamment le "quart d'heure de lecture" quotidien et l'opération "un livre pour les vacances" ([lire sur AEF info](#)),
- la diversité des activités proposées aux élèves avec le dispositif 2S2C ([lire sur AEF info](#)),
- la pratique d'une activité physique et sportive régulière ([lire sur AEF info](#)),
- l'enseignement artistique et culturel, en lien notamment avec le

ministère de la Culture avec le Pass Culture ([lire sur AEF info](#)),

- la prise en compte des enjeux liés au développement durable ([lire sur AEF info](#))
- l'éducation aux médias et à l'information ([lire sur AEF info](#))
- la laïcité, avec notamment le renouvellement des programmes d'EMC au lycée ([lire sur AEF info](#)).